



# Le 19 octobre, portons un nouveau coup !

**Et si ça ne suffit pas, on continuera !**

## La mobilisation continue de monter dans tout le pays contre le projet gouvernement-Medef de réforme des retraites.

Après la mobilisation historique le 12 octobre, marquée notamment par une nouvelle progression du taux de grévistes dans la Fonction publique territoriale, l'heure est à la poursuite du mouvement ! Depuis le 13 octobre, les territoriaux continuent la lutte sur l'ensemble du territoire avec des centaines d'initiatives de reconduction de l'action, sous des formes diversifiées, allant de 1h à 24h de grève. Ils démontrent ainsi leur détermination à gagner !

### L'intransigeance du gouvernement et du patronat sur le projet de loi de réforme des retraites doit nous conduire à accentuer la pression pour les faire plier !

Le projet de loi sur les retraites est porteur d'un recul social d'ampleur historique :

- retour sur l'acquis fondamental de la retraite à 60 ans.
- baisse des salaires dans la Fonction publique avec la hausse des cotisations (de moins 480 à 840 euros sur dix ans selon les catégories) alors même que la perte du pouvoir d'achat du point d'indice depuis 2000 dépasse les 9%, et devrait dépasser les 16% d'ici 2013 si nous ne gagnons pas le dégel du point décidé par le gouvernement et encouragé par la Cour des comptes et la commission Attali.
- 22 milliards d'euros pris dans la poche des salariés avec le projet retraites, entreprises et hauts revenus n'étant mis à contribution que pour 4 milliards.
- baisse programmée des pensions, en particulier pour les femmes.
- un million d'emplois en moins d'ici 2016 pour les jeunes arrivant sur le marché du travail.
- liquidation de la prise en compte de la pénibilité (catégorie active).

*Sous des formes diversifiées, allant de 1h à 24h de grève, des actions sont décidées dans au moins 43 départements pour la période du 13 au 15 octobre : les Alpes-Maritimes, les Ardennes, l'Ariège, l'Aveyron, les Bouches-du-Rhône, le Cantal, la Charente-Maritime, la Côte d'Or, les Côtes d'Armor, la Creuse, le Finistère, le Gard, la Haute-Garonne, la Gironde, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, le Jura, la Loire, la Haute-Loire, la Loire-Atlantique, la Lozère, le Morbihan, la Nièvre, le Nord, l'Oise, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Atlantiques, les Hautes-Pyrénées, la Saône-et-Loire, la Sarthe, Paris, la Seine-Maritime, la Seine-et-Marne, le Tarn-et-Garonne, le Var, le Vaucluse, la Haute-Vienne, le Territoire de Belfort, les Hauts-de-Seine, la Seine-St-Denis et le Val-de-Marne.*

*Des actions de reconduction sont décidées notamment à Marseille, la Rochelle, Dijon, Toulouse, Paris, Dunkerque, Nevers, Chalons-sur-Saône, Charleville, St Briec, Nîmes, Tours, Lorient, Le Mans, Limoges, Nanterre, Bobigny, Bordeaux, Nantes et Montpellier et dans plus d'une centaine de communes, intercommunalités, conseils généraux, offices de l'habitat et services départementaux d'incendie et de secours.*

#### **Quelques exemples**

##### **Le 13 octobre :**

- à Marseille, cantines scolaires et ramassage des ordures étaient fortement impactés.
- à Paris, 31% des éboueurs étaient en grève.
- à Créteil, plus de 1500 agents territoriaux de 12 collectivités en grève ont manifesté devant la préfecture dans le cadre d'un rassemblement interprofessionnel devant la préfecture.
- au Conseil général du Val-de-Marne, 3 crèches étaient fermées.

##### **Le 14 octobre**

- La grève a été votée à Bordeaux et 46 cantines scolaires sur 97 étaient fermées.
- La grève a été votée à Nantes avec fermeture notamment de la cuisine centrale.
- A Blain (44), la médiathèque est fermée.
- A Bobigny, près d'un millier d'agents territoriaux des collectivités de Seine-St-Denis en grève reconductible ont participé au rassemblement interprofessionnel tenu devant la préfecture.

Alors que l'écrasante majorité de la population affirme son opposition au projet et son soutien à la mobilisation, nous pouvons être confiants dans notre capacité de gagner si nous élevons encore le rapport de force.

C'est pourquoi, avec l'ensemble des professions en lutte dans l'unité, et dans la suite des précédentes journées d'action dont celle du samedi du 16 octobre, la Fédération CGT des Services publics appelle les agents des services publics territoriaux :

- à compter du 18 octobre, à se réunir partout de manière quotidienne en assemblée générale, pour continuer d'inscrire la mobilisation dans la continuité sous toutes les formes

possibles et, là où les conditions sont réunies et dans l'unité la plus large possible, à mettre en débat la reconduction du mouvement du grève.

- à se mettre massivement en grève le mardi 19 octobre à l'appel de l'intersyndicale nationale et à participer toujours plus nombreux aux manifestations et rassemblements unitaires et interprofessionnels.
- en lien avec les structures interprofessionnelles, à généraliser sur tout le territoire les initiatives de lutte permettant de mettre sous pression les intérêts économiques du patronat.
- à multiplier les actions d'interpellation des représentants de l'Etat et de la majorité parlementaire.

**Oui, nous pouvons gagner et obtenir une réforme de progrès social pour nos retraites !**

**Nous irons jusqu'au bout ! Nous ne lâcherons pas !**

Un préavis national a été déposé par la Fédération jusqu'au 30 octobre.

## La CGT revendique :

- Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à 75 % du salaire pour une carrière complète, avec une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure à 1600 €.
- Un financement mettant fortement à contribution les profits des entreprises et les hauts revenus.
- Des augmentations salariales assises sur la valeur du point d'indice, permettant le rattrapage des pertes subies depuis des années.
- Un plan de titularisation et une limitation stricte du recours au non-titulariat.
- L'arrêt de la casse méthodique de la Fonction publique et la mise en œuvre des moyens financiers permettant de répondre aux besoins de la population, ce qui implique l'arrêt de toute politique de gel et le retrait du projet de réforme des collectivités.

## Bulletin de syndicalisation

Je souhaite :  prendre contact  me syndiquer  participer à une formation d'accueil

Nom – Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse personnelle : \_\_\_\_\_

Collectivité ou établissement : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Email : \_\_\_\_\_

Bulletin à remettre à un-e militant-e Cgt ou à retourner à :

Fédération Cgt des services publics – Case 547 – 263 rue de Paris – 93515 Montreuil Cedex

Montreuil, le 15 octobre 2010